

# CONJONCTURE DE L'EMPLOI ET DU CHÔMAGE AU PREMIER TRIMESTRE 2011

## Nette accélération de l'activité et poursuite des créations d'emploi dans le secteur marchand non agricole

L'activité économique a vivement accéléré au 1<sup>er</sup> trimestre (+0,9% en variation trimestrielle, après +0,3 % au trimestre précédent). L'emploi salarié marchand non agricole a continué sa progression : +58 200 postes ont été créés au 1<sup>er</sup> trimestre 2011, après +48 300 postes au trimestre précédent. Dans le secteur tertiaire, les créations d'emplois sont restées dynamiques (+53 900 postes), portées plus nettement par la croissance de l'emploi hors intérim.

Dans la construction, l'emploi s'est redressé (+3 000 postes) et il a légèrement progressé dans l'industrie (+1 300 postes, après -3 500 au trimestre précédent).

Dans le secteur non marchand, le nombre de bénéficiaires de contrats aidés a diminué au 1<sup>er</sup> trimestre 2011 (-12 000 postes, après -26 000). Au total, la hausse de l'emploi dans l'ensemble de l'économie est estimée à +64 000 postes au 1<sup>er</sup> trimestre, après +58 000 au trimestre précédent.

De son côté, le taux de chômage au sens du BIT pour la France métropolitaine a légèrement reculé au 1<sup>er</sup> trimestre pour s'établir à 9,2 % de la population active. Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'est replié (-43 000 après, +24 000 au 4<sup>e</sup> trimestre 2010) tandis que le nombre de ceux en catégories A, B, C s'est stabilisé (après +51 000 au 4<sup>e</sup> trimestre 2010) pour la première fois depuis trois ans. Dans la zone euro, l'activité s'est nettement raffermie au 1<sup>er</sup> trimestre, avec la persistance d'importants écarts de conjoncture entre les principaux pays de la zone.

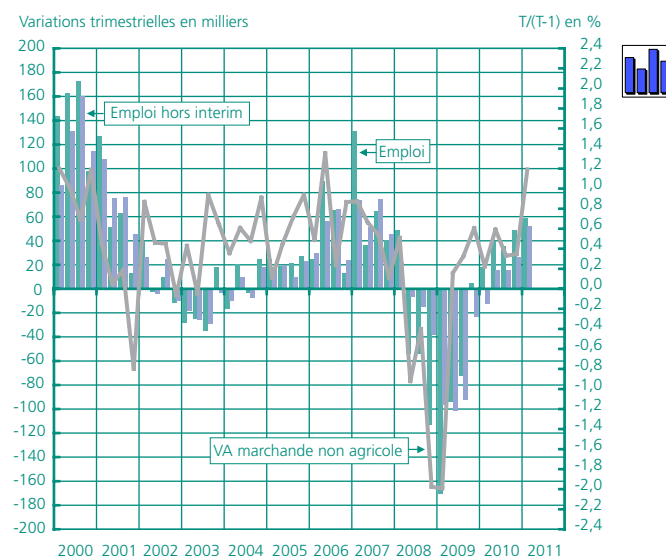
De son côté, le taux de chômage de la zone euro a légèrement reculé pour s'établir à 9,9 % de la population active.

### Vive accélération de l'activité au 1<sup>er</sup> trimestre 2011

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2011, l'activité économique en France a nettement accéléré : +0,9 %, après +0,3 % au trimestre précédent [1], cette hausse étant la plus forte observée depuis le 2<sup>e</sup> trimestre 2006. À l'issue du 1<sup>er</sup> trimestre, l'« acquis de croissance » (1) du PIB pour l'année 2011 s'établit à +1,5 %.

(1) C'est-à-dire la croissance en moyenne annuelle en 2011 que l'on observerait si l'activité se maintenait, d'ici la fin de l'année, à son niveau du 1<sup>er</sup> trimestre 2011.

Graphique 1 • **Emploi salarié et valeur ajoutée des secteurs marchands non agricoles**



Emploi sur l'échelle de gauche et valeur ajoutée marchande non agricole sur l'échelle de droite.

Sources : Dares, Insee.

La production manufacturière a très fortement augmenté par rapport au trimestre précédent (+3,1%, après +0,5 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2010), stimulée notamment par le vif rebond de la production de produits raffinés, faisant suite aux mouvements sociaux de la fin de l'année 2010 (+19,1 %, après -19,1 %), et par la nette accélération de la production dans les autres branches industrielles (+2,9%, après +0,6 %). Malgré un ralentissement, la production de biens d'équipement est demeurée dynamique ce trimestre (+2,5 %, après +3,5 %), de même que la production de matériels de transport, laquelle a progressé au même rythme qu'au trimestre précédent (+4,1 %). De son côté, la production de services principalement marchands s'est raffermie (+1,4 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2011, après +0,5 % au trimestre précédent) alors que la production dans la construction s'est stabilisée après avoir continuellement reculé depuis le 2<sup>e</sup> trimestre 2008. Au total, la production de biens et services a fortement accéléré (+1,4 % après +0,3 %).

Ce trimestre, l'activité a bénéficié du renforcement de la demande interne (contribution de la demande hors stocks à la croissance du PIB de +0,6 point, après +0,4 point au 4<sup>e</sup> trimestre 2010). La consommation des ménages s'est inscrite en hausse de 0,4 %, soit une progression identique à celle observée au trimestre précédent. L'investissement des ménages s'est contracté (-0,2 %, après +0,9 %), alors que l'investissement des entreprises a nettement accéléré (+1,9 %, après +1,0 %). Le raffermissement des exportations (+1,8 % après +0,7 %) s'est avéré plus faible que le rebond des importations (+3,0 % après -0,4 %), si bien que le commerce extérieur a pesé sur la croissance à hauteur de -0,4 point, après une contribution positive de +0,3 point au trimestre précédent. Enfin, le mouvement de reconstitution des stocks des entreprises a contribué très favorablement à l'activité ce trimestre: +0,7 point, après -0,3 point au trimestre précédent.

Tableau 1 • De l'emploi salarié des secteurs marchands à l'emploi total

En milliers/cvs

	2011	2010				2011				2010 T1	2011 T1	
	T1	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance T/(T-4) (*) en %		
	Niveau	Variations trimestrielles										
<b>Secteurs principalement marchands non agricoles</b> .....	<b>16 080</b>	<b>18</b>	<b>40</b>	<b>36</b>	<b>48</b>	<b>58</b>					<b>-0,9</b>	<b>1,1</b>
dont : Industrie .....	3 293	-27	-16	-15	-4	1					-4,4	-1,0
Construction .....	1 429	-3	-3	-3	-4	3					-2,4	-0,4
Tertiaire .....	11 357	48	58	54	55	54					0,4	2,0
dont : intérim .....	598	31	24	20	23	6					19,6	13,8
<b>Autres (1)</b> .....	<b>10 216</b>	<b>20</b>	<b>15</b>	<b>12</b>	<b>10</b>	<b>6</b>					<b>1,0</b>	<b>0,4</b>
dont : non marchand aidé (2) .....	243	18	3	19	-26	-12					33,6	-6,2
non marchand privé (3) .....	1 922	9	7	26	6	2					2,9	2,2
<b>Emploi total</b> .....	<b>26 296</b>	<b>37</b>	<b>54</b>	<b>47</b>	<b>58</b>	<b>64</b>					<b>-0,2</b>	<b>0,9</b>
dont : emploi salarié des secteurs concurrentiels .....	18 001	27	47	62	54	60					-0,5	1,3

Sources : Dares, Insee, Pôle emploi.

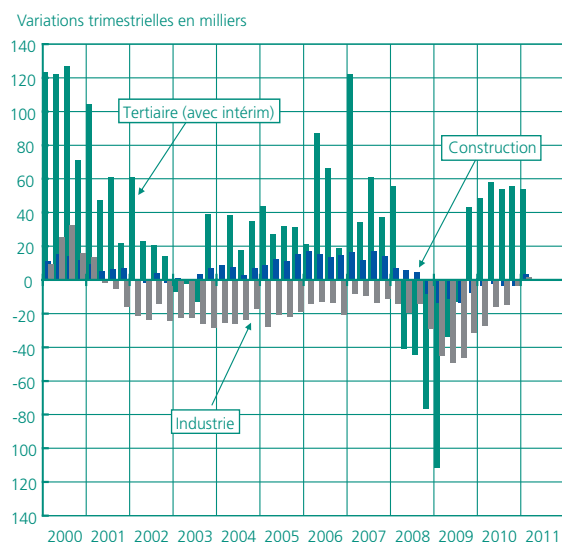
(\*) Glissement annuel au dernier trimestre connu de l'année (pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2011, variation entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2010 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2011).

(1) Salariés de l'agriculture, salariés et emplois non aidés de l'administration, de l'éducation, de la santé et de l'action sociale, emplois aidés des secteurs principalement non marchands, non salariés de tous les secteurs.

(2) Contrat unique d'insertion (CUI), contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE) et contrats d'avenir (CA), contrats emploi consolidé (CEC), emplois jeunes.

(3) Emploi salarié dans les entreprises et les associations privées des secteurs principalement non marchands (OQ : administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale (hors emploi public)).

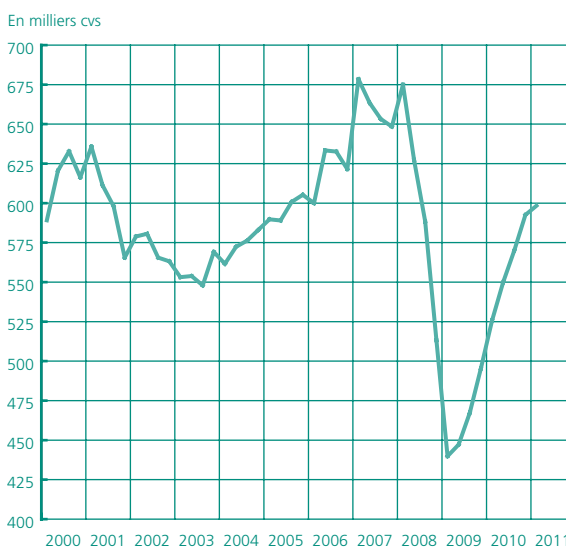
Graphique 2 • Emploi salarié par grands secteurs d'activité



L'intérim est inclus dans le tertiaire marchand et non pas ventilé par secteurs utilisateurs.

Sources : Dares, Insee.

Graphique 3 • Emploi intérimaire



Sources : Dares, Pôle emploi (déclarations des agences d'intérim).

Tableau 2 • Évolutions des salaires de base, du salaire moyen par tête et des prix à la consommation

	2010				2011				2010 T1	2011 T1
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	Croissance T/(T-4) (*)	
	Variations trimestrielles en %								en %	
Salaire horaire de base ouvrier (SHBO) (1).....	0,8	0,4	0,3	0,2	1,0				2,0	2,0
Salaire mensuel de base ouvrier (SMBO) (1).....	0,8	0,4	0,3	0,3	1,0				1,9	2,0
Salaire mensuel de base (SMB) (1).....	0,7	0,4	0,3	0,3	1,0				1,8	2,0
Salaire moyen par tête (SMPT) (2).....	0,4	0,7	0,2	0,7	1,0				2,1	2,6
Prix à la consommation (3).....	0,8	0,4	-0,1	0,6	1,1				1,5	1,9

Sources : Dares, Insee.

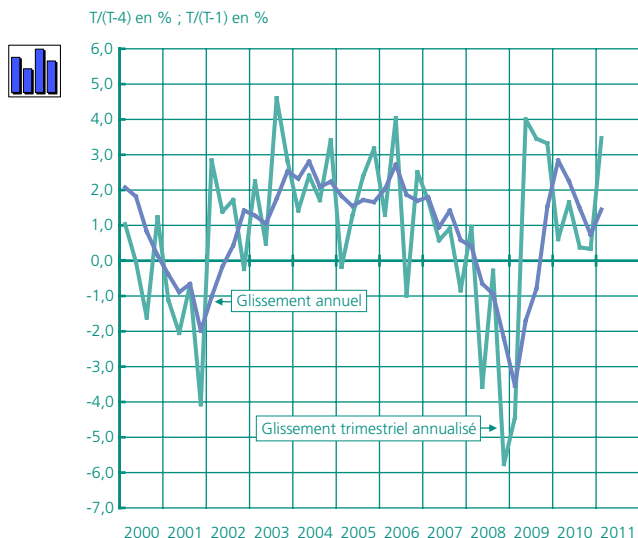
(1) Données brutes, fin de trimestre, entreprises de plus de 10 salariés des secteurs principalement marchands non agricoles.

(2) Données CVS, moyenne trimestrielle, secteur principalement marchand non agricole.

(3) Glissement trimestriel de l'indice des prix à la consommation hors tabac pour l'ensemble des ménages (mesuré sur le dernier mois du trimestre).

(\*) Glissement annuel au dernier trimestre connu de l'année (pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2011, variation entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2010 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2011).

Graphique 4 • Productivité par tête



Champ : secteurs principalement marchands non agricoles.

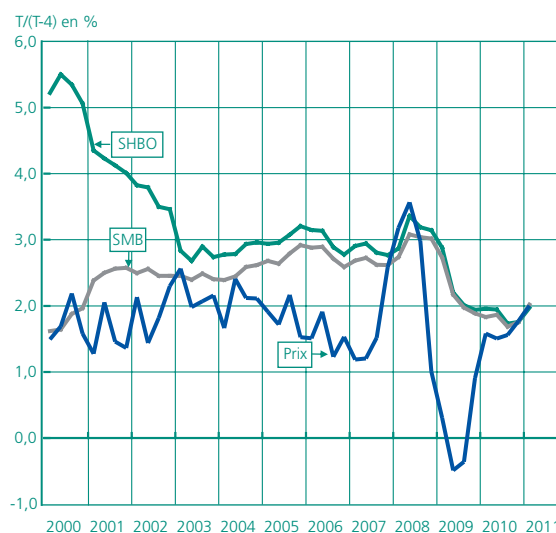
Sources : Dares, Insee.

## Les créations d'emploi salarié des secteurs marchands non agricoles se sont poursuivies au 1<sup>er</sup> trimestre 2011

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2011, l'emploi salarié marchand non agricole (SMNA) a poursuivi sa hausse, à un rythme plus soutenu qu'au trimestre précédent : +58 200 postes au 1<sup>er</sup> trimestre 2011, après +48 300 postes au dernier trimestre 2010, selon les estimations d'emploi publiées par l'Insee en partenariat avec la Dares [2]. Ces chiffres portent les créations d'emploi SMNA à 181 700 postes sur un an, soit +1,1 % (graphique 1, tableau 1). Hors intérim, le redressement de l'emploi SMNA s'est confirmé : +52 300 au 1<sup>er</sup> trimestre 2011, après +25 800 au 4<sup>e</sup> trimestre 2010.

Les créations d'emploi dans l'ensemble du secteur tertiaire principalement marchand incluant l'intérim (2) sont restées dynamiques s'élevant à 53 900 postes au 1<sup>er</sup> trimestre, après +55 300 au 4<sup>e</sup> trimestre 2010 (graphique 2). L'emploi intérimaire a nettement ralenti au 1<sup>er</sup> trimestre avec 5 900 postes créés, après +24 000 postes en moyenne par trimestre sur l'ensemble de l'année 2010 (graphique 3, [3]). L'emploi hors intérim dans le tertiaire s'est ainsi sensiblement renforcé

Graphique 5 • Salaires de base nominaux et indice des prix à la consommation



Le glissement annuel des prix est calculé en rapportant le dernier mois du trimestre T au dernier mois du trimestre (T-4), comme dans le tableau 2.

Sources : Dares, Insee.

au 1<sup>er</sup> trimestre avec 48 000 postes créés, après +32 800 au trimestre précédent. Le nombre de postes créés a notamment augmenté dans les secteurs de l'hébergement et de la restauration (+13 900, après +300), et les activités scientifiques et techniques (+17 100 après +7 900).

Pour la première fois depuis 10 ans, l'emploi a très légèrement progressé dans l'industrie hors intérim au 1<sup>er</sup> trimestre 2011 avec 1 300 postes créés, après une décélération des destructions d'emploi au cours des trimestres précédents (-3 500 au 4<sup>e</sup> trimestre 2010). Sur un an, l'emploi non intérimaire dans l'industrie s'est cependant contracté de 32 800 postes. Si l'on réaffecte les intérimaires en fonction du secteur dans lequel ils sont employés, le secteur industriel a été créateur d'emploi : +6 500 postes au 1<sup>er</sup> trimestre 2011, après +16 400 postes au trimestre précédent. Dans la construction hors intérim, l'emploi non intérimaire s'est redressé (+3 000 postes) après neuf trimestres de baisse.

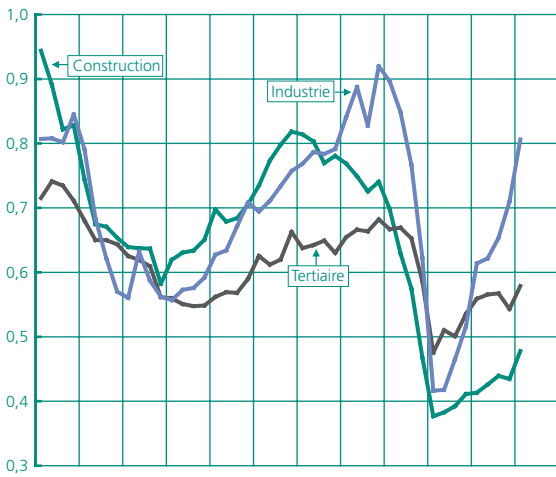
Le nombre de bénéficiaires de contrats aidés dans le secteur non marchand (administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale) a diminué de 12 000 au 1<sup>er</sup> trimestre 2011 après une baisse de 26 000 au trimestre précé-

(2) Par convention, l'emploi intérimaire est rattaché aux activités de services administratifs et de soutien.

Graphique 6 • Tensions sur le marché du travail



Ratio : offres d'emploi enregistrées sur demandes d'emploi enregistrées (cvs)



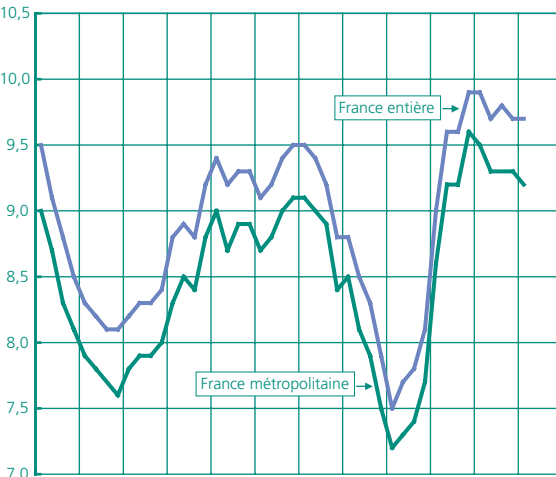
2000 2001 2002 2003 2004 2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011

Les intitulés recouvrent des familles professionnelles et non des secteurs d'activité.  
Sources : Pôle emploi, Dares.

Graphique 7 • Taux de chômage au sens du BIT



En % de la population active de 15 ans et plus, en moyenne trimestrielle



2000 2001 2002 2003 2004 2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011

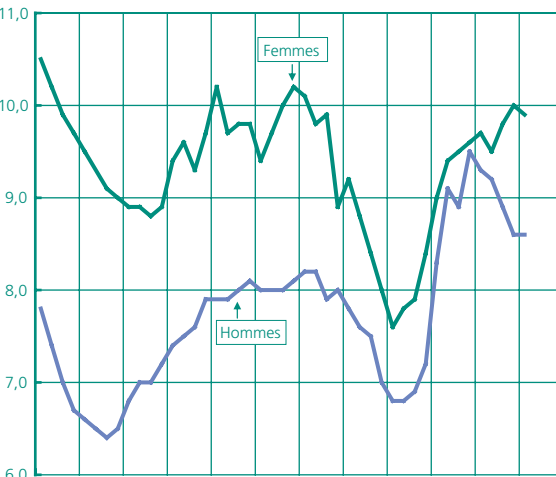
Estimation à +/- 0,4 point près du taux de chômage, +/- 0,3 point à partir du 3<sup>e</sup> trimestre 2010 ; estimation à +/- 0,3 point de l'évolution du taux de chômage d'un trimestre à l'autre.

Source : Insee, enquête Emploi.

Graphique 8 • Taux de chômage au sens du BIT par sexe



En %



2000 2001 2002 2003 2004 2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011

Champ : France métropolitaine.

Source : Insee, enquête Emploi.

dent (tableau 1). En parallèle, les secteurs non marchands ont continué à créer des emplois de droit privé, contribuant positivement à l'emploi total : +2 000 postes au 1<sup>er</sup> trimestre 2011, après +6 000 au trimestre précédent.

Au total, on estime que l'emploi dans l'ensemble de l'économie a augmenté de 64 000 postes au 1<sup>er</sup> trimestre 2011 à un rythme proche de celui observé au trimestre précédent (+58 000 postes). Entre mars 2010 et mars 2011, les créations d'emploi s'élevaient à 224 000 postes (+0,9 %), après une perte de 42 000 postes (-0,2 %) sur l'année précédente.

### Les salaires de base en euros constants ont à nouveau ralenti au 1<sup>er</sup> trimestre 2011

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2011, la productivité par tête du secteur marchand non agricole a nettement accéléré (+0,9 % après +0,1 % au trimestre précédent), l'activité ayant progressé plus rapidement que l'emploi salarié (graphique 4). En glissement annuel, la productivité par tête a rebondi après avoir décéléré pendant trois trimestres (+1,6 %, après +0,8 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2010).

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2011, le salaire mensuel de base (SMB) et le salaire horaire de base des ouvriers (SHBO) en euros courants ont progressé de 1,0 % en données brutes, après respectivement +0,3 % et +0,2 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2010 [4]. Sur un an, de mars 2010 à mars 2011, la progression du SMB et du SHBO s'est élevée à 2,0 %, après des hausses respectives de 1,8 % et 2,0 % de mars 2009 à mars 2010 (tableau 2 et graphique 5).

Par ailleurs, les prix à la consommation hors tabac ont augmenté de 1,1 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2011, après une hausse de 0,6 % au trimestre précédent, poussés principalement par la hausse des prix de l'énergie. Par conséquent, les salaires de base (SMB et SHBO) mesurés en euros constants (3), ont reculé de 0,1 % ce trimestre après -0,3 % pour le SMB et -0,4 % pour le SHBO au 4<sup>e</sup> trimestre 2010. En outre, de mars 2010 à mars 2011, les prix à la consommation hors tabac ont augmenté de 1,9 %. Sur un an, la progression du SMB en euros constants s'est ainsi limitée à 0,1 %, après +0,3 % de mars 2009 à mars 2010. De son côté, le SHBO en euros constants a également augmenté de 0,1 % en euros constants de mars 2010 à 2011.

Le salaire moyen par tête (SMPT) dans le secteur marchand non agricole, qui intègre notamment des éléments de primes et de structure de la main-d'œuvre, a quant à lui légèrement accéléré au 1<sup>er</sup> trimestre 2011, augmentant de 1,0 %, après +0,7 % au trimestre précédent. De mars 2010 à mars 2011, le SMPT a progressé de +2,6 %, contre une hausse de 2,1 % un an aupa-

(3) On mesure la variation en valeur réelle des salaires en déflétant les salaires nominaux par l'indice des prix à la consommation hors tabac des ménages (« salaires en euros constants » ou « salaires réels »). Les salaires de base étant évalués au dernier mois du trimestre, on compare leur glissement annuel avec l'indice national des prix à la consommation hors tabac du même mois (IPCh) en glissement annuel (ici, l'IPCh de mars 2011 est rapporté à l'IPCh de mars 2010).

Tableau 3 • Entrées et effectifs de bénéficiaires des dispositifs spécifiques de politique de l'emploi

France métropolitaine, données en fin de trimestre	2010				2011				2010	2011
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T1
<b>Entrées</b>	Entrées du trimestre en milliers								Flux T/(T-4) en % (*)	
<b>Données brutes, milliers et %</b>										
<b>Emplois aidés dans le secteur marchand (1) .....</b>	<b>194</b>	<b>144</b>	<b>155</b>	<b>282</b>	<b>156</b>				<b>29,1</b>	<b>-20,0</b>
dont : Abaissement de coûts salariaux .....	55	58	8	7	15				127,0	-73,5
Contrat initiative emploi .....	0	0	0	0	0					
Soutien à l'emploi des jeunes en entreprise ..	0	0	0	0	0					
Contrat unique d'insertion marchand .....	51	55	5	3	11					
Formations en alternance .....	75	29	108	215	78				-7,4	3,8
Contrat d'apprentissage (2) .....	51	14	71	148	49					
Contrat de professionnalisation .....	24	16	37	67	29					
Aide aux chômeurs créateurs d'entreprise .....	57	49	31	53	56				48,2	-2,1
<b>Emplois aidés dans le secteur non marchand .....</b>	<b>91</b>	<b>96</b>	<b>119</b>	<b>70</b>	<b>90</b>				<b>26,5</b>	<b>-0,5</b>
dont : Contrat d'avenir .....	0	0	0	0	0					
Contrat d'accompagnement dans l'emploi ..	0	0	0	0	0					
Contrat unique d'insertion non marchand ...	91	96	119	70	90					
<b>Formation des demandeurs d'emploi .....</b>	<b>188</b>	<b>182</b>	<b>182</b>	<b>184</b>	<b>182</b>				<b>3,1</b>	<b>-3,3</b>
<b>Ensemble (3) .....</b>	<b>473</b>	<b>423</b>	<b>456</b>	<b>536</b>	<b>428</b>				<b>16,9</b>	<b>-9,6</b>

Effectifs de bénéficiaires	2011 T1	Variations trimestrielles des stocks						Stock T/(T-4) en %		
Données cvs, Milliers et %	Stock									
<b>Emplois aidés dans le secteur marchand (1)</b>	<b>970</b>	<b>29</b>	<b>16</b>	<b>-45</b>	<b>-17</b>	<b>-9</b>			<b>2,9</b>	<b>-5,4</b>
dont : Abaissement de coûts salariaux .....	125	17	17	-32	-37	-17			-0,4	-35,6
Contrat initiative emploi (anciens et nouveaux) .....	6	-23	-21	-16	-15	-1				
Soutien à l'emploi des jeunes en entreprise .....	0	-2	-1	0	0	-1				
Contrat unique d'insertion marchand .....	44	47	43	-13	-20	-13				
Formations en alternance .....	570	-9	-6	-2	13	3			-4,3	1,3
Contrat d'apprentissage (2) .....	401	-3	-1	-1	3	1				
Contrat de professionnalisation ...	169	-6	-5	-1	10	2				
Aide aux chômeurs créateurs d'entreprise .....	203	19	5	-9	8	4			40,9	4,2
<b>Emplois aidés dans le secteur non marchand .....</b>	<b>243</b>	<b>18</b>	<b>3</b>	<b>19</b>	<b>-27</b>	<b>-11</b>			<b>33,6</b>	<b>-6,2</b>
dont : Contrat d'avenir .....	3	-20	-27	-10	-6	-2				
Contrat d'accompagnement dans l'emploi .....	7	-50	-59	-31	-23	-2				
Contrat unique d'insertion non marchand .....	233	88	89	61	3	-8				
<b>Formation des demandeurs d'emploi .....</b>	<b>347</b>	<b>13</b>	<b>0</b>	<b>-7</b>	<b>-14</b>	<b>-6</b>			<b>16,7</b>	<b>-7,1</b>
<b>Ensemble (3) .....</b>	<b>1 561</b>	<b>60</b>	<b>19</b>	<b>-33</b>	<b>-58</b>	<b>-26</b>			<b>9,8</b>	<b>-5,9</b>

(1) Y compris insertion par l'économique et aide à la création d'emplois et d'activité.

(2) Les chiffres de l'apprentissage pour les entrées désignent les contrats reçus par les DDTEFP après enregistrement des chambres consulaires ; les stocks sont estimés.

(3) Tous les flux d'entrées correspondent à des embauches en nouveaux contrats ou reconduction des contrats existants ; les stocks sont estimés.

Les corrections des variations saisonnières sont le fruit d'une première estimation, susceptible de révision dans les publications ultérieures.

(\*) Glissement annuel au dernier trimestre connu de l'année (pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2011, variation entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2010 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2011).

ravant. En termes réels, la progression du SMPT s'est élevée à 0,9 % en glissement annuel (4) au 1<sup>er</sup> trimestre, soit une hausse similaire à celle constatée un an auparavant.

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2011, l'indicateur de tension (5) dans les métiers de l'industrie a poursuivi son redressement entamé au 2<sup>e</sup> trimestre 2009 pour s'établir à un niveau nettement supérieur à sa moyenne de longue période.

Dans les métiers du tertiaire, d'une part, et de la construction, d'autre part, l'indicateur de tension a sensiblement augmenté au 1<sup>er</sup> trimestre 2011. Dans ces deux domaines professionnels, les indicateurs de tension se sont cependant maintenus en deçà de leur moyenne de longue période, notamment dans les métiers de la construction (graphique 6, [5])

## Le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés a poursuivi sa baisse au 1<sup>er</sup> trimestre 2011

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2011, le nombre de bénéficiaires de contrats aidés et de stages de formation est de nouveau en baisse (-26 000), même si cette baisse est moindre que celle observée le trimestre précédent (-58 000 au 4<sup>e</sup> trimestre 2010 en données corrigées des variations saisonnières). Ce nouveau recul est imputable à la fois aux secteurs marchand et non marchand. Dans le secteur marchand, les entrées en contrats uniques d'insertion marchands (CUI-CIE) se sont redressées quelque peu, mais cette hausse est restée très inférieure à la forte baisse des entrées en contrats en alternance, habituelle au 1<sup>er</sup> trimestre (tableau 3). De plus, les sorties de CUI-CIE ont progressé au 1<sup>er</sup> trimestre, contribuant ainsi à la baisse du nombre de bénéficiaires d'emplois aidés marchands. Dans le secteur non marchand, la réduction des

Sources : Dares, ASP, Pôle emploi, ministère de l'éducation nationale, ministère de l'intérieur (emplois jeunes).

(4) Le SMPT étant évalué en moyenne sur le trimestre, on compare son évolution à la variation de l'IPCh entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2010 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2011, en moyenne trimestrielle, soit +1,7 % sur un an.

(5) L'indicateur de tension rapporte les flux d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi sur le trimestre aux flux de demandes enregistrées sur la même période.

effectifs a été d'ampleur comparable : malgré le rebond des entrées en contrats uniques d'insertion non marchands (CUI-CAE) au 1<sup>er</sup> trimestre 2011, les sorties de ce dispositif ont été plus nombreuses, sorties auxquelles se sont ajoutées celles, désormais marginales, de contrats d'accompagnement dans l'emploi (CAE) et de contrats d'avenir (CAV).

Le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés non marchands a diminué pour le deuxième trimestre consécutif (-11 000 au 1<sup>er</sup> trimestre, après -27 000 au 4<sup>e</sup> trimestre 2010), pour s'établir à 243 000 fin mars 2011. Le nombre de salariés en CUI-CAE, contrat se substituant au CAE et au CAV depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010 en France métropolitaine, a baissé pour la première fois depuis son entrée en vigueur. Fin mars 2011, 233 000 personnes bénéficiaient d'un CUI-CAE. Les embauches en CUI-CAE se sont pourtant redressées après la baisse observée au 4<sup>e</sup> trimestre 2010 (30 000 entrées mensuelles en moyenne au 1<sup>er</sup> trimestre 2011, après 23 000 au 4<sup>e</sup> trimestre 2010), restant néanmoins inférieures aux sorties, en hausse, de ce dispositif (33 000 sorties mensuelles en moyenne). Parallèlement, les sorties de CAE et de CAV sont devenues marginales (1 000 sorties par mois en moyenne). Au total, la progression des entrées n'a pas suffi à contrebalancer les sorties et le nombre de salariés en emploi aidé non marchand a ainsi décliné.

Dans le secteur marchand, le nombre de salariés en emplois aidés a poursuivi la baisse entamée au 3<sup>e</sup> trimestre 2010, à un rythme cependant ralenti : -9 000 au 1<sup>er</sup> trimestre 2011, après -17 000 au 4<sup>e</sup> trimestre 2010 et -45 000 au 3<sup>e</sup> trimestre 2010. Les entrées totales en apprentissage et en contrat de professionnalisation, au-delà de leur caractère saisonnier, ont légèrement dépassé le niveau atteint à la même période en 2010. Le nombre de contrats d'apprentissage enregistrés au 1<sup>er</sup> trimestre 2011 s'est avéré à peine inférieur à celui observé un an auparavant (49 000, après 51 000 au 1<sup>er</sup> trimestre 2010). Ce niveau d'entrées correspondant à celui des sorties, le nombre d'apprentis s'est stabilisé à 401 000 fin mars 2011 en données corrigées des variations saisonnières (410 000 en données brutes). Les entrées en contrat de professionnalisation réalisées au 1<sup>er</sup> trimestre 2011 (29 000) ont dépassé celles enregistrées à la même période en 2010 (24 000). Ces entrées étant supérieures aux sorties, le nombre de salariés en contrat de professionnalisation a augmenté, atteignant 169 000 fin mars 2011 en données corrigées des variations saisonnières (176 000 en données brutes). Après avoir fortement diminué aux 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestres 2010, les embauches en CUI-CIE ont progressé au 1<sup>er</sup> trimestre 2011 : 11 000 nouveaux contrats ont été signés au 1<sup>er</sup> trimestre, après respectivement 5 000 et 3 000 aux 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestres 2010. Ces entrées sont restées toutefois très inférieures à celles du 1<sup>er</sup> semestre 2010 (51 000 et 55 000

Graphique 9 • Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi par catégorie

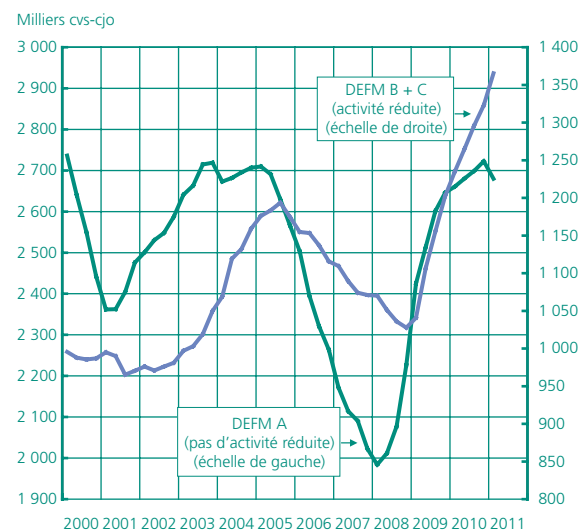


Champ : France métropolitaine.



Sources : Dares, Pôle emploi.

Graphique 10 • Demandes d'emploi et activité réduite

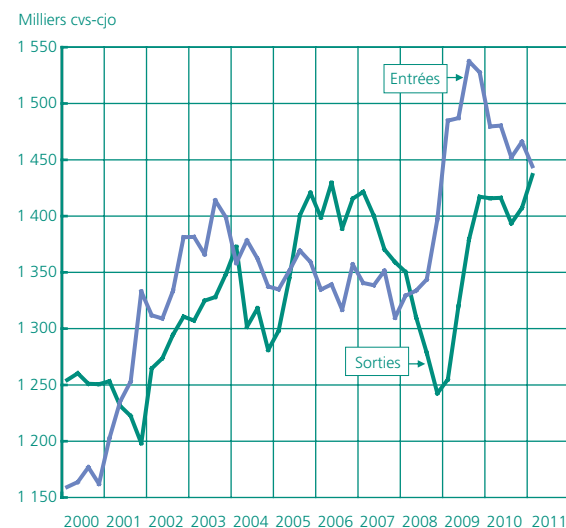


Champ : France métropolitaine.



Sources : Dares, Pôle emploi.

Graphique 11 • Entrées et sorties des demandeurs d'emploi des listes de Pôle emploi



Champ : DEFM A, B, C ; France métropolitaine.



Sources : Dares, Pôle emploi.

Tableau 4 • Taux de chômage au sens du BIT en France métropolitaine

Moyennes trimestrielles en % (données cvs)	2010				2011				2010T1	2011T1
	T1	T2	T3	T4	T1 (p)	T2	T3	T4	T(T-4) en points de % (*)	
<b>Hommes</b> .....	<b>9,3</b>	<b>9,2</b>	<b>8,9</b>	<b>8,6</b>	<b>8,6</b>				<b>1</b>	<b>-0,7</b>
Moins de 25 ans .....	23,7	22,1	22,2	20,7	21,1				0,8	-2,6
25 à 49 ans.....	8,1	8,1	7,8	7,6	7,6				1,2	-0,5
Plus de 50 ans.....	6,3	6,1	6,2	6,0	5,8				0,9	-0,5
<b>Femmes</b> .....	<b>9,7</b>	<b>9,5</b>	<b>9,8</b>	<b>10,0</b>	<b>9,9</b>				<b>0,7</b>	<b>0,2</b>
Moins de 25 ans .....	22,2	23,9	24,5	24,1	25,0				0,2	2,8
25 à 49 ans.....	8,9	8,6	8,8	9,2	9,0				0,7	0,1
Plus de 50 ans.....	6,7	6,1	6,7	6,6	6,7				1	0,0
<b>Ensemble</b> .....	<b>9,5</b>	<b>9,3</b>	<b>9,3</b>	<b>9,3</b>	<b>9,2</b>				<b>0,9</b>	<b>-0,3</b>
Moins de 25 ans .....	23,0	22,9	23,3	22,2	22,8				0,5	-0,2
25 à 49 ans.....	8,5	8,4	8,3	8,4	8,3				1	-0,2
Plus de 50 ans.....	6,5	6,1	6,4	6,3	6,3				1	-0,2
	<b>Niveau 2011T1</b>	<b>Variations trimestrielles en milliers</b>							<b>Croissance T/(T4) en %</b>	
Nombre de chômeurs BIT .....	2 618	-8	-47	2	-22	-7			10,7	-2,7

(p) Résultats provisoires.

Estimation à +/- 0,4 point près du taux de chômage ; +/-0,3 point à partir du 3<sup>e</sup> trimestre 2010.

Estimation à +/- 0,3 point près de l'évolution du taux de chômage d'un trimestre à l'autre.

(\*) : Glissement annuel au dernier trimestre connu de l'année (pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2011, variation entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2010 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2011).

Champ : France métropolitaine, population des ménages, personnes de 15 ans ou plus.

Source : Insee, enquête Emploi.

Tableau 5 • Demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi par catégorie et selon l'ancienneté sur les listes de Pôle emploi

Données en fin de trimestre	2011	2010				2011				2010 T1	2011 T1	
	T1	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T(T-4) % (*)		
<b>Milliers / cvs - cjo</b>	<b>Niveau</b>	<b>Variations trimestrielles en milliers</b>										
<b>Ensemble des DE</b> .....	<b>4 637</b>	<b>84</b>	<b>85</b>	<b>61</b>	<b>34</b>	<b>-10</b>				<b>14,8</b>	<b>3,8</b>	
<b>DE catégories A, B, C</b> .....	<b>4 045</b>	<b>47</b>	<b>50</b>	<b>49</b>	<b>51</b>	<b>0</b>				<b>12,4</b>	<b>3,8</b>	
<b>DE catégorie A</b> .....	<b>2 680</b>	<b>15</b>	<b>20</b>	<b>18</b>	<b>24</b>	<b>-43</b>				<b>9,7</b>	<b>0,7</b>	
DE exerçant une activité réduite : .....	1 365	33	30	31	27	42				18,7	10,6	
Dont : courte (DE catégorie B) .....	543	4	7	7	6	5				7,7	4,8	
longue (DE catégorie C) .....	822	28	23	23	21	38				28,0	14,7	
DE catégorie D .....	239	16	2	-3	-3	-12				30,7	-6,6	
DE catégorie E .....	352	21	34	16	-14	2				36,8	12,1	
Pour mémoire : DEFM 1 (**)	2 568	10	21	18	17	-47				10,0	0,3	
<b>Demandeurs d'emploi de longue durée de catégories A, B, C (DELD)</b>												
1 à 2 ans d'ancienneté .....	815	57	27	23	-1	-26				42,2	2,8	
2 à 3 ans d'ancienneté .....	356	18	20	25	31	19				29,5	36,2	
Plus de 3 ans d'ancienneté .....	361	11	12	14	16	14				11,3	18,1	
<b>Ensemble des DELD</b> .....	<b>1 532</b>	<b>86</b>	<b>59</b>	<b>62</b>	<b>45</b>	<b>7</b>				<b>31,6</b>	<b>12,7</b>	

Voir [7] pour la définition des catégories de DE et leur correspondance avec l'ancienne nomenclature (catégories 1 à 8).

Les données sont arrondies au millier.

(\*) Glissement annuel au dernier trimestre connu de l'année (variation entre le 1<sup>er</sup> trimestre 2010 et le 1<sup>er</sup> trimestre 2011).

(\*\*) Conformément au rapport du CNIS « Emploi, chômage et précarité » [8], l'analyse développée dans cette publication privilégie d'autres catégories de demandeurs d'emploi que l'ancienne catégorie 1.

Champ : France métropolitaine.

Sources : Dares, Pôle emploi, Unédic.

entrées aux 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> trimestres). Parallèlement, les sorties de CUI-CIE se sont encore accrues (25 000 au 1<sup>er</sup> trimestre 2011, après 23 000 au 4<sup>e</sup> trimestre 2010) tandis que celles de CIE et de CI-RMA, contrats auxquels le CUI-CIE s'est substitué depuis janvier 2010, ont fortement diminué (1 000). Le nombre de bénéficiaires d'un contrat aidé du secteur marchand hors mesures jeunes s'est ainsi réduit de 15 000 personnes au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2011.

## Le taux de chômage au sens du BIT a légèrement reculé au 1<sup>er</sup> trimestre 2011 en France métropolitaine

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2011, selon les données provisoires issues de l'enquête Emploi de l'Insee publiées

le 1<sup>er</sup> juin 2011 [6], le taux de chômage au sens du BIT a reculé de 0,1 point pour s'établir à 9,2 % de la population active en France métropolitaine (soit 2,6 millions de chômeurs). Dans le même temps, il est resté stable à 9,7 % pour la France entière (en incluant les DOM). Sur un an, le taux de chômage a baissé de 0,3 point en métropole et de 0,2 point pour la France entière (graphique 7).

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2011, le taux de chômage s'est stabilisé chez les hommes et a reculé de 0,1 point chez les femmes (graphique 8). La différence entre le taux de chômage des femmes et celui des hommes s'est ainsi maintenue à un niveau important (1,3 point). Concernant les moins de 25 ans, leur taux de chômage a augmenté de 0,6 point, atteignant 22,8 %, notamment chez les jeunes femmes où la hausse s'est élevée à 0,9 point, alors que les jeunes hommes ont vu leur taux de chômage s'accroître de 0,4 point. Par ailleurs, le

taux de chômage des plus de 50 ans s'est maintenu à son niveau observé au trimestre précédent, soit 6,3 % (tableau 4).

En moyenne, au 1<sup>er</sup> trimestre 2011, la part des personnes en situation de sous-emploi (6) a diminué pour s'établir à 4,8 %, contre 5,9 % au trimestre précédent. La baisse du taux de sous-emploi est en partie liée à celle du chômage technique ou partiel (-0,5 point sur le trimestre).

### Au 1<sup>er</sup> trimestre 2011, baisse du nombre de demandeurs d'emploi toutes catégories inscrits à Pôle emploi

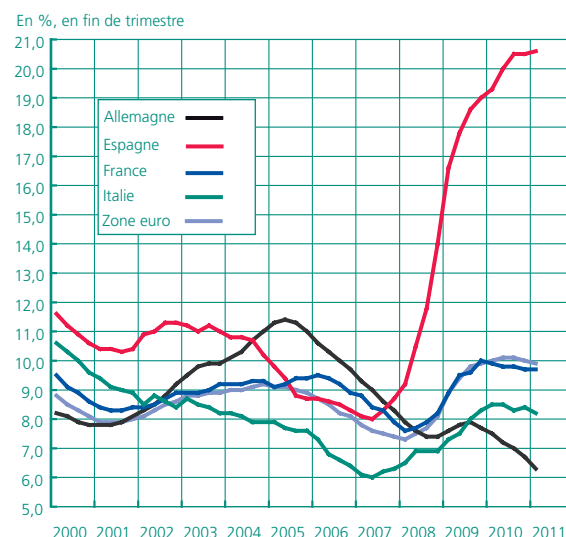
À la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2011, 4 637 000 personnes étaient inscrites à Pôle emploi en France métropolitaine, toutes catégories confondues (A, B, C, D et E), en baisse de 10 000 par rapport à la fin du 4<sup>e</sup> trimestre 2010 (tableau 5 et [7]). C'est la première baisse trimestrielle du nombre d'inscrits à Pôle emploi depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 2008 (+34 000 au 4<sup>e</sup> trimestre 2010).

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et tenus d'accomplir des actes positifs de recherche d'emploi (catégories A, B et C) est resté stable au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2011, après une hausse de 51 000 au trimestre précédent (graphique 9). Le nombre de demandeurs d'emploi n'ayant exercé aucune activité réduite au cours du mois (catégorie A) a nettement reculé au 1<sup>er</sup> trimestre 2011 (-43 000, après +24 000). De son côté, le nombre de demandeurs d'emploi en activité réduite (catégories B et C) a augmenté plus fortement qu'au trimestre précédent (+42 000 après +27 000, graphique 10), cette hausse reposant principalement sur la catégorie C (+38 000 inscrits, après +21 000). Par ailleurs, pour les catégories A, B et C, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits depuis plus d'un an) a augmenté au 1<sup>er</sup> trimestre 2011, mais à un rythme nettement ralenti (+7 000 après +62 000 et +45 000 aux 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> trimestres 2010), pour atteindre 1 532 000 inscrits.

Les sorties (7) des listes de Pôle emploi ont augmenté (+29 300), tandis que les entrées ont diminué (-21 800). Au 1<sup>er</sup> trimestre 2011, le nombre d'entrées a quasiment rejoint le nombre de sorties, expliquant la stabilité du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C ce trimestre (graphique 11).

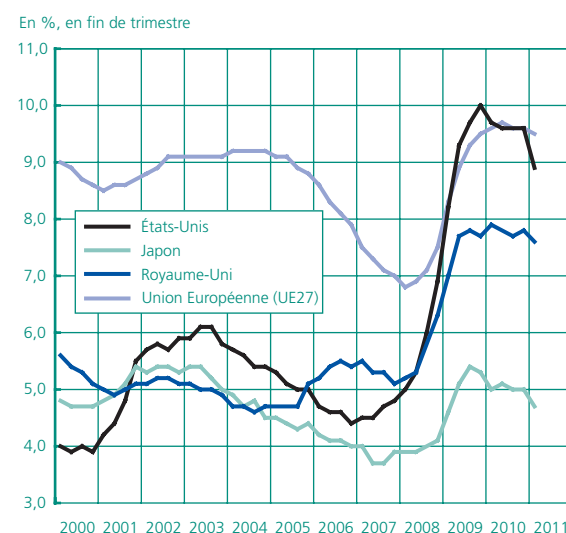
La baisse du nombre d'entrées à Pôle emploi des demandeurs d'emploi en catégories A, B et C est principalement liée au recul des entrées pour « fin de CDD » (-9 200, après +11 800) et pour « reprise d'activité » (-3 000, après + 4 500). La hausse des sorties a principalement été le fait du fort rebond des sorties pour « reprise d'emploi déclarée » (+28 100, après -18 100 au trimestre précédent) et de l'augmentation des sorties pour

Graphique 12 • Taux de chômage en zone euro



Source : Eurostat. Taux de chômage au sens du BIT, personnes entre 15 et 74 ans. Pour la France, comprend France métropolitaine et DOM.

Graphique 13 • Taux de chômage dans le monde



Source : Eurostat. Taux de chômage au sens du BIT, personnes entre 15 et 74 ans.

« cessation d'inscription pour défaut d'actualisation » (+8 200 après +20 100). *A contrario*, les sorties des listes de Pôle emploi pour « dispense de recherche d'emploi » ont fortement diminué (-5 600).

### Nette accélération de l'activité dans la zone euro au 1<sup>er</sup> trimestre 2011

D'après les estimations d'Eurostat, l'activité dans la zone euro s'est nettement raffermie au 1<sup>er</sup> trimestre 2011, en hausse de 0,8 % après +0,3 % au trimestre précédent [9]. L'activité s'est notamment révélée très dynamique en Allemagne (+1,5 % en glissement trimestriel après +0,4 % au 4<sup>e</sup> trimestre 2010) et a vivement accéléré en France (+0,9 % après +0,3 %). En Espagne, elle a progressé plus modérément, en hausse de 0,3 % au 1<sup>er</sup> trimestre 2011 après +0,2 % au trimestre précédent tandis que la croissance est restée fai-

(6) Le sous-emploi recouvre les personnes qui ont un emploi à temps partiel, qui souhaitent travailler plus d'heures sur une semaine donnée, et qui sont disponibles pour le faire, qu'elles recherchent un emploi ou non. Sont également incluses dans le sous-emploi les autres personnes ayant involontairement travaillé moins que d'habitude (chômage technique ou partiel).

(7) Les flux d'entrée et de sortie sont analysés sur l'ensemble des catégories A, B et C. Sur ce champ, la variation du nombre de demandeurs d'emploi est égale au solde des entrées et des sorties plus un résidu qui provient essentiellement d'un décalage d'enregistrement de certains flux dans les remontées statistiques mensuelles et de l'enregistrement particulier des demandeurs d'emploi changeant d'unité locale de Pôle emploi peu après leur inscription.



ble en Italie (+0,1% comme au trimestre précédent). Parmi les pays périphériques de la zone, l'activité au Portugal s'est contractée au 1<sup>er</sup> trimestre (-0,7 %, après -0,6 % au trimestre précédent) alors qu'elle a rebondi en Grèce (+0,8%, après -2,8 %). De fait, les écarts de conjoncture constatés au cours des précédents trimestres ne se sont pas résorbés: +4,8 % sur un an en Allemagne, +2,2 % en France, +1,0 % en Italie, +0,8 % en Espagne, -0,7 % au Portugal et -4,8 % pour la Grèce. Par ailleurs, l'activité au Royaume-Uni a rebondi au 1<sup>er</sup> trimestre (+0,5%) après la contraction enregistrée au trimestre précédent (-0,5 %), d'où une croissance de 1,8 % sur un an.

Du côté du marché du travail, selon les estimations d'Eurostat, le taux de chômage dans la zone euro a reculé de 0,1 point au 1<sup>er</sup> trimestre 2011 pour s'établir à 9,9 % de la population active (graphique 12 et [10]). Par pays, le taux de chômage s'est à nouveau replié en Allemagne (-0,4 point pour atteindre 6,2 % fin mars) et, dans une moindre mesure, en France (-0,1 point).

Aux États-Unis, l'activité a ralenti, la croissance s'établissant à 0,5 % en rythme trimestriel, après +0,8 % au trimestre précédent. Cette décélération a principalement résulté d'un ralentissement de la demande des ménages, d'un repli des dépenses publiques et d'un rebond marqué des importations. De son côté, au 1<sup>er</sup> trimestre 2011, le taux de chômage aux États-Unis a nettement reculé (-0,6 point) pour s'établir à 8,8 % de la population active fin mars 2011, soit un niveau inférieur à celui de la zone euro (graphique 13).

Enfin, au Japon, l'activité s'est contractée au 1<sup>er</sup> trimestre 2011 (-0,9 % après -0,8 %), conséquence notamment du fléchissement de ses exportations à la suite du tremblement de terre et du tsunami dont a été frappé l'archipel nippon. De manière inattendue, le taux de chômage japonais a reculé de 0,3 point, pour s'établir à 4,6 % de la population active fin mars 2011.

**DARES \***

\*Cette synthèse conjoncturelle a été réalisée à la Dares par une équipe animée par Florian Lezec et Sébastien Pons et composée de Marlène Bahu, Maëlle Fontaine, Julien Loquet et Xavier Viney.

## Pour en savoir plus

[1] Insee [2011], «Au 1<sup>er</sup> trimestre 2011, le PIB accélère nettement (+0,9 % après +0,3 %) et le pouvoir d'achat des ménages ralentit (+0,2% après +0,4%)», *Informations Rapides*, n° 160, juin.

[2] Insee, Dares [2011] « L'emploi en hausse au 1<sup>er</sup> trimestre 2011 », *Informations Rapides* n° 144, juin.

[3] Dares (Finot J.) [2011] « L'emploi intérimaire au 1<sup>er</sup> trimestre 2011 », *Dares Indicateurs*, n° 048, juin.

[4] Dares (Lezec, F.) [2011] « Activité et conditions d'emploi de la main d'œuvre au 1<sup>er</sup> trimestre 2011 - Résultats définitifs », *Dares Indicateurs*, n° 45, juin.

[5] Dares (Viney, X.) [2011] « Les tensions sur le marché du travail au 1<sup>er</sup> trimestre 2011 », *Dares Indicateurs*, n° 043, juin.

[6] Insee [2011], « Chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) et indicateurs sur le marché du travail - Résultats de l'enquête Emploi au 1<sup>er</sup> trimestre 2011 », *Informations Rapides*, n° 139, juin 2011.

[7] Dares [2011], « Demandeurs d'emploi inscrits et offres collectées par Pôle emploi en mai 2011 », *Dares Indicateurs*, n° 049, juin.

[8] Cnis [2008], « Emploi, chômage et précarité – Mieux mesurer pour mieux débattre et mieux agir », Rapport du groupe de travail sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi présidé par J.-B. de Foucauld.

[9] Eurostat [2011] « Le PIB de la zone euro et celui de l'UE27 en hausse de 0,8 % », *Euro-indicateurs*, communiqué de presse n° 79, juin.

[10] Eurostat [2011] « Le taux de chômage à 9,9 % dans la zone euro », *Euro-indicateurs*, communiqué de presse n° 99, juillet.

DARES ANALYSES et DARES INDICATEURS sont édités par le ministère du travail, de l'emploi et de la santé.  
Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares), 39-43, quai André Citroën, 75902 Paris Cedex 15.  
[www.travail.gouv.fr](http://www.travail.gouv.fr) (Rubrique Études, Recherche, Statistique de la Dares)

Directeur de la publication : Antoine Magnier.

Téléphone Publications : 01.44.38.22.(60 ou 61) / Télécopie : 01.44.38.24.43 / Réponse à la demande : [dares.communication@travail.gouv.fr](mailto:dares.communication@travail.gouv.fr)

Rédactrice en chef : Marie Ruault. Secrétariat de rédaction : Evelyn Ferreira et Francine Tabaton.

Maquettistes : Guy Barbut, Thierry Duret, Bruno Pezzali.

Conception graphique : Ministère du travail, de l'emploi et de la santé.

Impression : Ateliers Modernes d'Impression, 19, rue Latérale, 92404 Courbevoie.

Abonnements : [dares.communication@travail.gouv.fr](mailto:dares.communication@travail.gouv.fr)

Dépôt légal : à parution. Numéro de commission paritaire : 3124 AD. ISSN 2109-4128.

